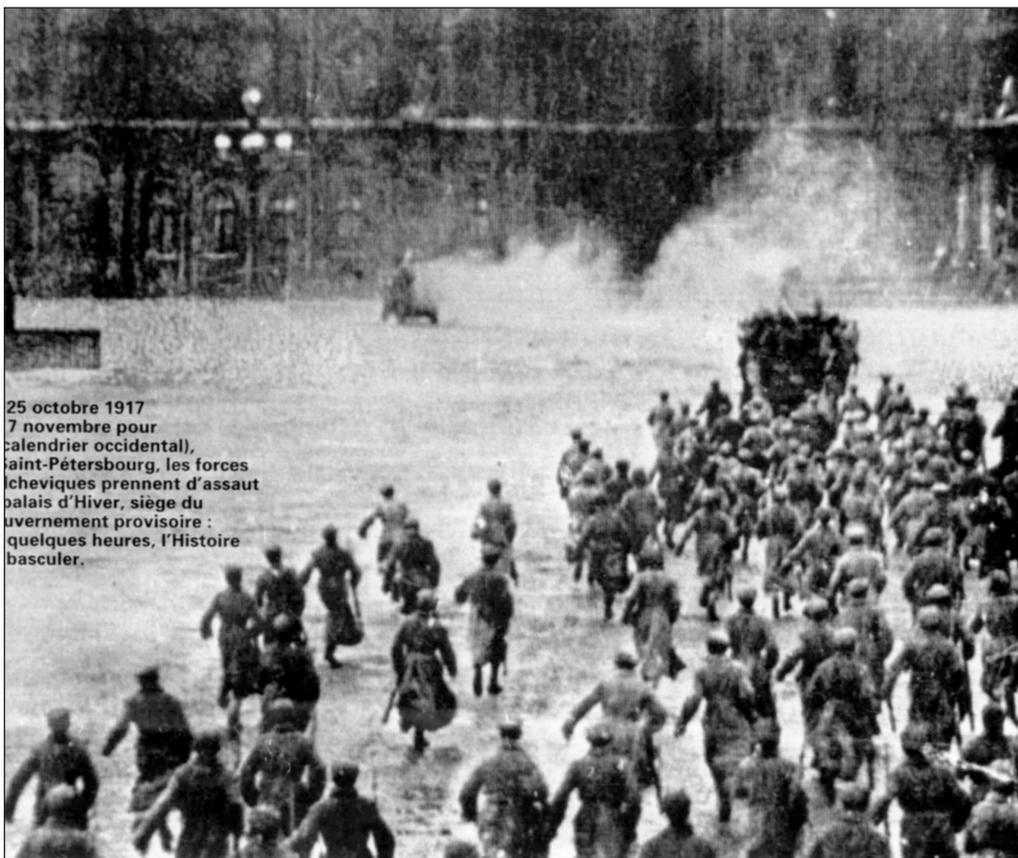


Chronique des falsifications



25 octobre 1917
7 novembre pour
calendrier occidental),
Saint-Petersbourg, les forces
bolcheviques prennent d'assaut
le palais d'Hiver, siège du
gouvernement provisoire :
quelques heures, l'Histoire
basculer.

Démocratie en apparence, totalitarisme en réalité

cipes du « socialisme scientifique », protestent ses principaux acolytes ! Comme d'habitude, Lénine emporte le morceau. Son slogan choc : « *Tout le pouvoir aux soviets.* » Un piège à gogos qui va fonctionner.

Démocratie en apparence, totalitarisme en réalité : le marxisme-léninisme vient de naître. Rares sont ceux qui comprennent la portée de l'événement dans cette Russie, « *pays le plus libre du monde* », où la presse et la rue peuvent dire ce qu'elles veulent, et qui se transformera bientôt en univers ubuesque, dont l'humour lui-même va devenir l'ennemi : Amandine Regamey, dans *Prolétaires de tous les pays, excusez-moi !* (3), donne maints exemples de cette résistance par le rire.

En juin 1917, Lvov lance l'armée dans une offensive générale. Ancien socialiste-révolutionnaire, modéré mais très imbu de lui-même, son ministre de la Guerre, Alexandre Kerenski, attend beaucoup de cette attaque. Trop, car, comme l'explique un témoin, Claude Anet, dans un livre-reportage récemment réédité, « *la révolution, dont il (Kerenski) a été l'un des principaux chefs, a ruiné la discipline ancienne, soutien de l'immense armée russe* » (4). L'assaut tourne à la boucherie. L'armée se désagrège. Les moujiks sous l'uniforme abandonnent le front et rentrent en masse dans leurs villages, molestant les officiers au passage. Les garnisons des

grandes villes sombrent dans l'anarchie. Il était déjà interdit de parler ; cette fois, c'est commander qui devient défendu. L'assaut commence, pour les anciennes classes dirigeantes, le calvaire décrit par Catherine, fille du prince Sayn-Wittgenstein, dans son journal (5), réédité lui aussi.

En juillet, le régime démocratique semble à deux doigts de sa perte face aux militaires mutinés et aux manifestants qui envahissent la rue, encouragés par l'appareil bolchevique. Mais le flot retombe. Pour avoir trop hésité à s'emparer du pouvoir, il doit plonger dans la clandestinité tandis que Kerenski renonce à Lvov, démissionnaire, à la tête du gouvernement.

Lénine veut le pouvoir, tout de suite

Les bolcheviques ont-ils perdu la partie ? Dans son exil finlandais, Lénine se ronge les sangs. Mais Kerenski multiplie les bécasses : s'aliène-t-il, fin août, ce qui restait du corps des officiers en faisant le général Kornilov, partisan affirmé d'un retour à l'ordre, d'une tentative de putsch imaginaire. C'est tout bénéfique pour les bolcheviques, lesquels se refont une santé en mobilisant les ouvriers, sous prétexte de menace « contre-révolutionnaire ». Le 1^{er} septembre, Kerenski proclame la République. quinze jours plus tard, Trotski adhère au parti bolchevique

Un sous-Courtois...

UN sous-Courtois... Est-ce possible ? Est-il possible de faire aussi bien, voire mieux, que l'homme qui a inventé le prétendu "génocide de classe" pour le comparer au "génocide de race" nazi (l'extermination des Juifs) et ainsi relativiser ce dernier ?

Le Monde en donne la preuve.

Trafics en tous genres

Les trois articles de Jan Krauze sur la révolution russe, dans *Le Monde* des mardi 6, mercredi 7 et jeudi 8 novembre, sont un modèle du genre : omissions de faits essentiels, distorsion de faits, fabrication de citations à partir de bouts de phrases extraits de leur contexte, soigneusement découpés et recollés dans le plus grand arbitraire, tout cela couronné par une absence soigneuse de références.

Peut-être, feuilletant en hâte *La Révolution russe* de l'historien anglais Orlando Figes, récemment publié aux éditions Denoel, Jan Krauze est-il tombé sur une phrase que cite l'historien anglais : "*Même si nous devons brûler la moitié de la Russie et verser le sang des trois quarts de la population, nous le ferons si c'est nécessaire pour sauver la Russie*" (1). S'il ne cite pas cette phrase, ses trois ar-

ticles publiés dans *Le Monde* semblent pourtant s'en inspirer. Il y prétend, en effet, à grand renfort d'affabulations puisées dans la presse monarchiste blanche des années vingt — dont *La Terreur rouge en Russie*, de Melgounov — ou le *Livre noir du communisme*, de faits inventés ou au contraire occultés, de rumeurs invérifiables et de citations tronquées, privées de toute référence permettant de contrôler ses assertions, montrer que la révolution russe en général et Lénine en particulier auraient mis en œuvre un tel programme sanglant.

Le plan d'extermination... d'un général blanc

Mais l'auteur de cette phrase est le général blanc Kornilov, que l'historien anglais qualifie d'"*idole des jeunes officiers*" et de "*partisan d'une tactique plus audacieuse (...) que celle d'Alexeïev*" (autre général blanc) (2). Plus audacieuse, si l'on veut, mais en tout cas Kornilov, cette "*idole des jeunes officiers*" (blancs)

(1) Orlando Figes, *La Révolution russe*, Denoël, 2007, p. 692.

(2) *Ibidem*.

donne la dimension que lesdits blancs, soutenus par les gouvernements français, anglais, américain, japonais et autres, voulaient donner à leur combat pour renverser la révolution : une guerre d'extermination à laquelle les bolcheviks ont dû répondre.

Au début du troisième article (jeudi 8 novembre 2007), Jan Krauze écrit que *“les bolcheviks, à peine parvenus au pouvoir, se sont retournés avec une brutalité inouïe contre toutes les catégories sociales”* qui avaient fini par rejeter le gouvernement provisoire (*“les soldats mutins, les ouvriers de Petrograd, les déserteurs, les paysans qui s'étaient d'eux-mêmes appropriés les terres, et même la petite bourgeoisie des intellectuels”*).

Comme la Tcheka ne sera créée que le 7 décembre et que, pendant les six mois qui suivent, elle ne constitue qu'un détachement de quelques centaines d'hommes sans grand pouvoir, comme l'Armée rouge n'existe pas encore et que le Parti bolchevique est paralysé par la crise que suscite en son sein la discussion sur la paix de Brest-Litovsk (faut-il signer ou non cette *“paix infâme”* ?), on se demande sur quelle force se serait alors appuyé le régime du Conseil des commissaires du peuple s'il s'était effectivement attaqué à toutes les forces vives du pays !

Le menchevik Martov avait une autre vision des choses que le plumitif Jan Krauze. Martov écrivait en effet le 19 novembre à son ami Axelrod : *“Presque tout le prolétariat est du côté de Lénine et attend que la révolution débouche sur son émancipation sociale”* (3). Et d'ailleurs, Lénine, le 5 novembre, appelle les travailleurs à prendre le pouvoir partout : *“Camarades travailleurs, écrit-il dans un appel, rappelez-vous qu'à présent, c'est vous-mêmes qui dirigez l'Etat. Nul ne vous aidera si vous ne vous unissez pas vous-mêmes et si vous ne prenez pas en main toutes les affaires de l'Etat. Vos soviets sont désormais les organismes du pouvoir d'Etat, nantis des pleins pouvoirs, des organismes ayant pouvoir de décision (...). Mettez-vous vous-mêmes à l'œuvre à la base sans attendre personne”* (4). L'historien Orlando Figes note à ce propos que les

paysans resteront indifférents à la dissolution de l'Assemblée constituante par les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche pour cette raison même : *“Le pouvoir du soviét s'était enraciné au village en tant que système de gouvernement local et la Constituante apparaissait maintenant comme un Parlement lointain. Les paysans avaient accueilli sa fermeture par les bolcheviks dans un silence assourdissant”* (5).

Partisans de l'unité... contre les soviets

Le menchevik Dan donnait la clé de la politique des ennemis de la révolution quand il déclarait en pleine réunion du comité central des mencheviks, le 3 novembre 1917, qu'il fallait parvenir à un gouvernement de coalition de tous les socialistes, en précisant : *“Le sens de l'accord est de contraindre les bolcheviks à renoncer à l'idée du pouvoir des soviets”* (6). Le journal libéral *“modéré”* (?) *Dien* dit la même chose en annonçant la menace de Kornilov, quand il écrit : *“Smolny (le siège du soviét) doit être désarmé, réduit à l'impuissance, et, s'il ne se soumet pas aux ordres du palais de Tauride (où doit siéger la Constituante), détruit.”*

Certes, la guerre civile va modifier les données.

Kornilov, on l'a vu, en donne la dimension que la contre-révolution veut lui donner. Mais Krauze veut en imputer non seulement la responsabilité, mais la volonté même de la déchaîner à Lénine. Selon Krauze, Lénine, en septembre 1917, *“exalte la future guerre civile (...), forme la plus aiguë de la lutte de classes, et les fleuves de sang qui donneront au parti une victoire certaine”*. Qui-conque lira ou relira les lettres de Lénine auxquelles Krauze fait référence (*Œuvres complètes*, quatrième édition, tome 26, pp. 10 à 19, 63 à 69, 138-139) n'en

(3) *Politicheskie deiateli Rossii v, 1917*, Moscou, 1993, p. 207.

(4) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 35, p. 66 (édition russe).

(5) Orlando Figes, *op. cit.*, p. 710.

(6) *Politicheskie deiateli Rossii*, p. 96.

pourra croire ses yeux. A l'épreuve du résumé de texte du français au bac, Krauze aurait un zéro pointé. Pour ne prendre qu'un exemple, dans sa lettre au comité central du 1^{er} octobre 1917 (texte à usage interne, et donc dénué de tout soupçon de propagande !), Lénine affirme : *“La victoire est assurée, et, il y a neuf chances sur dix, sans effusion de sang”* (7), ce qui lui paraît un argument supplémentaire pour la prise du pouvoir alors que les campagnes se soulèvent pour prendre la terre.

Lénine, le 4 novembre 1917, déclare : *“Nous ne voulons pas de guerre civile (...) Nous sommes contre la guerre civile”* (8). D'ailleurs, les premières mesures du gouvernement soviétique visent à préparer la paix. Ainsi, le décret du 9 décembre organisant la transformation de la majorité des usines travaillant pour la guerre en usines fabriquant des objets de première nécessité pour la population. Mais tous ceux qui, en Russie comme à l'étranger, veulent que la Russie continue à s'enfoncer dans une guerre sanglante et ruineuse pour les seuls intérêts des impérialistes français et anglais, qui ne supportent pas que la terre soit aux paysans ou que les banques soient nationalisées, que les bolcheviks aient décrété la séparation de l'Eglise et de l'Etat, confisqué les 15 millions d'hectares de terres sur lesquels s'engraissait l'Eglise orthodoxe, tous ceux-là veulent la guerre civile et la déclenchent, au risque, parfaitement conscient, d'achever la ruine du pays et de le démembrer. Ainsi, le patriarche Tikhon dénonce-t-il le 19 janvier 1918 les dirigeants soviétiques comme des *“rebuts du genre humain”* avec lesquels il interdit aux fidèles toute coopération sous peine d'excommunication.

Claude Anet : une source fangeuse...

Peut-être Jan Krauze, avant d'écrire, a-t-il malgré tout tenté de se renseigner sur un sujet qu'il connaît manifestement très mal. Ainsi, pour évoquer Lénine, il cite longuement le journaliste Claude Anet, sans être apparemment gêné par

l'antisémitisme de ce correspondant de presse français (un confrère, il est vrai). Ainsi Claude Anet, participant à une réunion des dirigeants bolcheviques le 9 décembre 1917, évoque *“Sverdlov (...) Judas, le mauvais apôtre (...), le nez crochu”, “tout un tas de figures (...) des fils d'Israël qui ont abandonné la synagogue pour l'assemblée du peuple”* (9), puis s'attarde sur *“Trotsky recevant des subsides allemands”*, en affirmant : *“Je veux que Trotsky ait reçu de l'argent”* (donc, si Claude Anet le veut, il en a reçu !), *“l'argent est impérial”* (10). Avec un pareil inspirateur, Krauze peut confondre sans difficulté histoire et délire, et, bien entendu, ne jamais évoquer les pogromes au cours desquels les blancs et les nationalistes ukrainiens ont éventré, brûlé vif, assassiné près d'un demi-million de Juifs pendant la guerre civile.

C'est chez Claude Anet qu'il trouve la légende des élèves officiers *“blanc et rose”* (sic !) que les gardes rouges *“massacrent”*. Les élèves officiers se sont soulevés à l'appel des partisans du gouvernement provisoire, à peu près unanimement détesté et renversé. Ils sont battus, et certains ont été tués dans le combat. Ce sont les quelque 300 gardes rouges du Kremlin qui, se rendant aux blancs dirigés par le maire socialiste-révolutionnaire Roudnev, sont abattus sans défense ; au même moment, les bolcheviks libèrent sur sa parole de se tenir tranquille l'ataman Krasnov, qui formera bientôt dans le sud une armée contre-révolutionnaire financée et armée par les Allemands, puis constituera pendant la Seconde Guerre mondiale une division SS de cosaques, qui incendiera, pillera et massacrera à tout va. Jan Krauze ignore tout cela.

Après l'exécution du général blanc Bogaievski, le 1^{er} avril 1918, Lénine pense que la guerre civile est terminée et

(7) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 26, p. 139 (édition française).

(8) *Ibidem*, Lénine, tome 35, p. 53 (édition russe).

(9) Claude Anet, *La Révolution russe*, Phébus, 2007, p. 564.

(10) Serguei Adamets, *Guerre civile et famine en Russie*, Institut d'études slaves, 2003, p. 43.

s'en félicite, car il pense ainsi pouvoir consacrer toute l'énergie de son gouvernement à la construction économique pacifique...

Jan Krauze ignore l'existence de tous les vautours de la guerre civile, de Kornilov et de ses semblables, et des gouvernements anglais et français qui élaborent des plans de partage du pays en zones d'influence. Que les bolcheviks doivent se débattre pour faire face à tous ces dangers, Krauze l'ignore encore. Le chercheur Sergueï Adamets, qui ne manifeste pas une sympathie particulière pour les bolcheviks, note dans son ouvrage fondamental, *Guerre civile et famine en Russie* : "Avec le krach industriel et militaire, les illusions démocratiques des bolcheviks s'envolent et cèdent la place à une pure dictature ministérielle" (11).

Au cas où les bolcheviks et Lénine auraient nourri des illusions sur le sort qui les attendait, eux et tous les partisans de la révolution, les événements de Finlande (province russe devenue indépendante le 18 décembre 1917) le confirment. Les ouvriers finlandais, dirigés par des sociaux-démocrates de gauche, se soulèvent en janvier. Leur mouvement est écrasé avec l'aide de la division de marine allemande du général Von der Goltz. Quatre-vingt mille d'entre eux sont internés dans les premiers grands camps de concentration de la guerre civile, environ vingt mille d'entre eux sont abattus à la mitrailleuse ou fusillés pendant que la bourgeoisie finlandaise envoie un émissaire à Berlin pour solliciter l'envoi d'un prince allemand de sang royal.

Jan Krauze ignore bien entendu tout cela. Il ignore aussi la décision prise en mars 1919 par la conférence spéciale près le général Denikine condamnant à mort toute personne ayant contribué au pouvoir du Conseil des commissaires du peuple. En revanche, il cite partout des chiffres hallucinants : 200 ouvriers des usines Poutilov fusillés en mars 1919 ; 40 otages pendus ici, 150 là. De 2 000 à 4 000 ouvriers et soldats désobéissants noyés (?) à Astrakhan on ne sait quand, puisqu'il n'indique aucune date (Lénine serait partisan "d'exécutions massives" pour briser une grève de cheminots).

Krauze n'indiquant jamais ses sources et ne donnant aucune date pour les fragments de phrases, il se protège ainsi contre les risques de vérification et de réfutation. La méfiance est de rigueur : l'une des rares fois où il cite une date, elle est fautive (un texte de Lénine, qu'il date de décembre 1918, date de décembre 1917).

Parfois, néanmoins, on peut le prendre la main dans le sac.

Ainsi, il évoque les révoltes à la campagne "réduites par tous les moyens — tortures, exécutions, villages brûlés, voire gazés — et surtout par la famine, une famine si extrême qu'elle conduisit notamment dans la région de la Volga à l'apparition, à assez grande échelle, du cannibalisme, des désespérés en venant à manger leurs propres enfants". Et une grande photo montre deux paysans plantés devant deux têtes, dont une tête d'enfant, avec la légende : "Famine et massacres se répandent dans les campagnes. Région de la Volga, 1920-1921."

Or dans *Guerre civile et famine en Russie*, Sergueï Adamets a établi que la famine effroyable qui a ravagé la région de la Basse-Volga était due essentiellement à une sécheresse exceptionnelle. Ses calculs établissent un fait : d'avril à juin, il était tombé en moyenne 108,3 millimètres d'eau au cours des 17 années précédentes. Même lors de la sécheresse de 1911 (et de la famine qui s'ensuit), il était tombé pendant ces trois mois 35 millimètres d'eau. 1921 bat tous les records avec 7,1 millimètres de pluie en trois mois. Tout est brûlé, calciné sur des centaines de kilomètres... Jan Krauze transforme une catastrophe climatique en politique délibérée des bolcheviks pour écraser des révoltes paysannes qui, d'ailleurs, s'étaient produites ailleurs...

Jan Krauze, enfin, transforme une difficulté de la révolution que Lénine et les bolcheviks ont tenté systématiquement de combattre en caractéristique même de cette révolution. Ainsi, il affirme : "La Tcheka compte rapidement beaucoup plus de criminels pervers que de révolutionnaires inflexibles." On ne sait d'où vient cette pseudo-statistique.

(11) Claude Anet, *op. cit.*, pp. 566-567.

Bien entendu, le séisme social qu'est une révolution brasse toutes les couches de la population, et de ce que Gorki appelait les "bas-fonds" monte une écume, produite par la vieille société en décomposition, que les adversaires de toutes les révolutions ont toujours tenté de présenter comme étant l'essence même de cette révolution. Ainsi, pour Hippolyte Taine, Louis Madelin ou Pierre Gaxotte, la prise de la Bastille a été le fait essentiellement de vagabonds (réduits à cet état par la famine, rappelons-le !), de gibiers de potence et de malfrats. Hippolyte Taine écrit ainsi à propos de cette journée : "La lie de la société monte à la surface." Il affirme : "C'est le propre d'une insurrection populaire que (...) les héros n'y peuvent contenir les assassins" (12). Après quoi, il présente la Révolution comme surtout une œuvre d'assassins...

Des éléments douteux, des voyous, des malfrats ont utilisé la décomposition de la société aggravée par la guerre désastreuse déclenchée par la monarchie et poursuivie par le gouvernement provisoire "démocratique", soumis à Londres et à Paris, pour s'infiltrer dans la Tcheka. Lénine, alerté sur cette réalité, a tout fait pour la combattre. En janvier 1919, apprenant que des tchékistes de Petrograd ont été convaincus d'ivrognerie et de viols, il exige par télégramme que Zinoviev, président du soviet de Petrograd, les fasse arrêter et n'en libère aucun, et que "les coupables dans cette affaire soient démasqués et fusillés". L'épuration régulière de la Tcheka — dont Krauze ne dit évidemment pas un mot — vise à éliminer ce que Lénine appelle même un jour "la saloperie tchékiste". Ainsi, envoyée en mission d'enquête à Astrakhan en janvier 1919, la vieille bolchevique Evguenia Boch constate qu'en quatre mois, la Tcheka locale a été renouvelée

quatre fois et que la plupart des membres des trois premières équipes sont en prison. En octobre 1921, Lénine, alerté sur des malversations d'agents de la Tcheka en Arménie, exige "d'arrêter les tchékistes galeux, d'amener les coupables à Moscou et de les fusiller" (13). Mais il considère à bon droit que cet instrument est indispensable pour lutter contre la contre-révolution, dont la victoire se traduirait par un gigantesque bain de sang, celui qu'elle répand partout où elle s'installe un moment. Faut-il rappeler que le dernier ordre, dit n° 15, du baron blanc Ungern ordonnait d'"exterminer les commissaires, les communistes et les Juifs avec leurs familles" (14) ? L'état-major nazi n'eut qu'à recopier ces instructions...

Le Monde est décidément toujours fidèle à lui-même. Lorsque Staline fabriqua le prétendu complot des médecins assassins en janvier 1953 pour déclencher une vaste épuration en URSS, *Le Monde* (18-19 janvier 1953) publia un long article intitulé : "Les médecins assassins de Moscou auraient-ils été les instruments d'un nouveau centre terroriste clandestin ?" Nouveau, car, pour *Le Monde*, le précédent centre terroriste clandestin était le prétendu centre terroriste des trotskystes et des droitiers démasqué par le troisième procès de Moscou... *Le Monde* est décidément toujours prêt pour servir.

Jean-Jacques Marie

(12) Hippolyte Taine, *Les Origines de la France contemporaine*, Bouquins, 1986, p. 345.

(13) *Neisvestny Lenin*, Moscou, 1999, pp. 476-477.

(14) Leonid Youzefovitch, *Le Baron Ungern*, Editions des Syrtes, 2001, p. 224.

A propos du goulag...

THE HISTORY OF STALIN'S GULAG

Late 1920s – Early 1950s

Collected Documents in 7 Volumes

Editorial Board

**Yu. N. Afanasiev, A. O. Chubar'ian, R. Conquest,
E. Danielson, T. Emmons, P. Gregory, O. V. Khlevniuk,
V. S. Khristoforov, V. A. Kozlov, V. P. Kozlov (chairman),
S. V. Mironenko, A. I. Solzhenitsyn,
A. K. Sorokin, A. N. Yakovlev**

**Moscow
ROSSPEN
2004**

ИСТОРИЯ СТАЛИНСКОГО ГУЛАГА
Конец 1920-х – первая половина 1950-х годов
Собрание документов в семи томах

Редакционный совет издания:

**Ю. Н. Афанасьев, П. Грегори, Е. Данмелсон,
В. А. Козлов, В. П. Козлов (председатель), Р. Конквест,
С. В. Мироненко, А. И. Солженицын, А. К. Сорокин,
О. В. Хлевнюк, В. С. Христофоров, А. О. Чубарьян,
Т. Эммонс, А. Н. Яковлев**

**Москва
РОССПЭН
2004**

La propagande hostile à la révolution prétend que le goulag a été inventé par Trotsky et Lénine en août 1918. *L'Histoire du goulag stalinien* en sept volumes, publiée à Moscou en 2004, au titre déjà significatif, date le goulag de "la fin des années 1920". Parmi ses responsables, Alexandre Soljenitsyne...

Mise au point

Jean-Jacques Marie,
36 rue de Picpus,
75012 Paris

A madame la Rédactrice en chef
de *La Revue russe*,
le 25 octobre 2007

Madame la Rédactrice en chef.

J'ai lu avec beaucoup d'étonnement la longue et très élogieuse recension du livre de Vaksberg rédigée par Philippe Comte dans le n° 29 de *La Revue russe*.

Le livre de Vaksberg se distingue en effet par deux traits notables :

a) Pour se débarrasser de toute entrave superflue dans sa démonstration, l'auteur n'a indiqué aucune note, aucune référence, aucun renvoi précis à aucune source, rien. Le lecteur est invité à faire confiance aveuglément à l'auteur de cette pratique propre aux journalistes pressés.

b) Des naïfs croyaient peut-être que le travail de l'historien consiste à étudier les documents, à vérifier leur fiabilité, à les confronter avec d'éventuels témoignages oraux, dont il faut tout autant sinon plus encore vérifier la fiabilité et la vraisemblance (tant la mémoire est capricieuse et la vanité personnelle infinie...), en s'interrogeant sur qui dit quoi à qui, quand et pourquoi, en multipliant les recoupements et en tenant compte des circonstances dans lesquelles un événement s'est passé.

Arkadi Vaksberg balaie tout cela. Arguant du fait que "*Staline comprenait parfaitement le caractère criminel de ses actes : aussi évitait-il soigneusement de laisser des traces documentaires*" (p. 23), il affirme deux principes méthodologiques :

1) "*On se servira davantage de raisonnements psychologiques que de*

sources écrites. Pour les criminologues, il n'y a là nulle incohérence : un ensemble d'indices est considéré comme une base de preuves aussi fiable qu'un document, facile à falsifier d'ailleurs" (p. 23). Les documents seraient donc moins fiables que les raisonnements psychologiques, pourtant souvent bien aventureux ?

2) Il couronne cette démarche par une seconde, plus surprenante encore : il faut attacher, écrit Vaksberg, beaucoup d'importance à la rumeur, car « *l'existence même des "rumeurs" incite à les prendre au sérieux. Elles n'apparaissent jamais sans raison, selon l'adage il n'y a pas de fumée sans feu* ». Il ajoute : "*La rumeur comme phénomène social est propre aux sociétés fermées, car une société libre n'en a nul besoin*" (p. 24).

Vraiment ? Vaksberg n'a donc jamais entendu parler de la fameuse "rumeur d'Orléans", imputant à des commerçants juifs d'une ville libre dans une société libre l'enlèvement de jeunes clientes pour les livrer aux marchands de chair fraîche ? Et l'on pourrait allonger la liste des "rumeurs" fantastiques qui se développent dans lesdites sociétés libres. La rumeur selon laquelle le gouvernement américain aurait lui-même organisé (ou laissé faire) l'attentat du 11 septembre 2001 est ainsi largement répandue. Elle ne prouve évidemment rien dans aucun sens... sinon la profonde défiance dans le gouvernement de Bush et de ses acolytes.

Vaksberg raconte l'assassinat — probable — en 1926, ordonné par Staline, du commissaire à la Défense, Frounzé, après une opération inutile. Pour les besoins de sa cause, Vaksberg présente abusivement Frounzé comme en excellente santé, alors que, comme tous les autres dirigeants de la guerre civile, il avait l'estomac abîmé par un régime de vie et une alimentation exécrables pen-

dant quatre ans. Mais surtout, il explique : “*Existe-t-il une preuve absolue de la véridicité de la version proposée ? Non, si l’on considère comme preuve uniquement un document écrit, signé et estampillé. Oui, si l’on prend pour base un très grand nombre de témoignages et le fait remarquable en soi que cette prétendue rumeur se maintient depuis quatre-vingts ans*” (p. 24).

Si les “rumeurs n’apparaissent jamais sans raison”, si leur durée les valide plus ou moins et s’il n’y a pas de fumée sans feu, à quelle raison et à quel feu Vaksberg attribue-t-il la rumeur sur les crimes rituels attribués aux Juifs qui se développe à partir du XII^e siècle en Europe, et qui va en Russie déboucher sur les pogromes à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles ? Chacun le sait, c’est une rumeur de ce type sur l’assassinat rituel prétendu d’un adolescent chrétien qui provoque l’effroyable pogrome de Kichinev en 1903, puis le procès Beilis, accusé de meurtre rituel en 1913, et d’autres encore.

La question est d’autant moins rhétorique que, dans *Deux siècles ensemble*, le prix Nobel Soljenitsyne, évoquant la fameuse affaire Beilis, se montre très évasif sur la réalité ou non des prétendus meurtres rituels et se contente d’affirmer que “*les charges pesant contre Beilis étaient douteuses*” (*Deux siècles ensemble*, tome 1, p. 491).

Avec une telle méthode, Arkadi Vaksberg peut écrire n’importe quoi et ne s’en prive pas.

Il nous décrit une longue liste de morts déclarées suspectes (dont certaines le sont probablement et d’autres inventées, mais à peu près aucune prouvée ni prouvable), et qu’il déclare dues à un empoisonnement d’autant plus évident qu’il est indétectable ! Le chef du Guépéou, Menjinski, dont Vaksberg écrit pourtant qu’il “*était gravement malade*” (p. 37), meurt-il en 1934, il a été empoisonné pour laisser la place à son adjoint, Iagoda. Preuve ? Aucune. Document ? Aucun. Indice ? Aucun. Au mieux, la sainte rumeur...

L’un des auteurs du massacre de la famille impériale, Iourkovski, est-il en

1937 brusquement emmené à l’hôpital, où il meurt ? Pas de doute, il a été mystérieusement empoisonné ! En 1937, le NKVD arrêtait chaque jour des fournées entières de dirigeants grands, moyens et petits du Parti communiste, déclarés trotskystes, agents de la Gestapo et du Mikado, saboteurs, etc. Pourquoi aurait-il dû se gêner avec Iourkovski et monter une opération pour le liquider en douceur ? (Remarquons que, selon Soljenitsyne, Iourkovski est mort de mort naturelle. Faute du moindre indice, pourquoi choisir l’empoisonnement ?)

Ces inventions mènent Vaksberg à jouer avec la chronologie sans gêne excessive. Ainsi le docteur Mairanovski, spécialiste des poisons, que Vaksberg appelle “Docteur la Mort”, exilé au Daghéstan, écrit au cours de l’été 1964 à Khrouchtchev pour lui rappeler, affirme Vaksberg, leur rencontre en 1947, lorsqu’ils préparaient l’empoisonnement de l’archevêque Romji. Erreur fatale selon Vaksberg, en décembre 1964, Mairanovski vient à Moscou, est hospitalisé et meurt... bien entendu empoisonné. Aucun indice ni aucune preuve, bien sûr. Seulement le flair de l’auteur du *Laboratoire des poisons*. Or Khrouchtchev, limogé le 14 octobre 1964, n’avait plus aucun moyen de faire payer à Mairanovski un rappel historique douteux qu’il n’avait — s’il est bien réel — bien entendu pas ébruité. Brejnev avait d’autres soucis que de laver l’honneur souillé de son prédécesseur, qu’il avait aussitôt condamné à l’oubli.

Parfois, Vaksberg commet l’imprudence de parler d’un fait vérifiable. Il évoque “*un épisode relaté par Boukharine en 1932 lors de la rencontre avec les écrivains communistes chez Gorki (...). D’après Boukharine, Staline aurait raconté aux membres du Politburo que Lénine lui avait demandé du cyanure du Cabinet spécial pour mettre fin à ses jours*” (pp. 35-36). Hélas ! le compte rendu écrit de cet épisode auquel Vaksberg renvoie sans le citer (par l’écrivain Zelinski, in *Minuvchee*, n° 5, 1991, p. 73) n’évoque aucun “Cabinet spécial” et ne prononce pas le mot “cyanure” (seulement le mot “poison”). Vaksberg enrichit ainsi le document écrit de deux

détails. Il ajoute : *“Il est très probable (?) que Staline ait eu recours à l’arsenal du Cabinet spécial pour accélérer le dénouement.”* De plus, *“des (?) historiens russes actuels pensent (sic !) que Piotr Pakaln, le chef des gardiens qui assureraient la sécurité de Lénine à Gorki (...), a pris part au meurtre. D’ailleurs, il connut bientôt le même sort”* (p. 35). Penser, c’est bien, mais démontrer ou prouver, ce serait quand même nettement mieux, n’est-ce pas ?

Pour donner une certaine validité à des hypothèses dénuées de preuves, Vaksberg peut écrire aujourd’hui l’inverse de ce qu’il écrivait quelques années plus tôt. Peut-être le dirigeant communiste bulgare Dimitrov est-il bien mort de façon suspecte dans l’hôpital de Barvikha, près de Moscou, en 1949. Mais Vaksberg écrit : *“On n’attendit pas l’autopsie pour communiquer la cause officielle du décès : une cirrhose du foie, alors que Dimitrov n’était pas un alcoolique”* (p. 141). Or, dans *L’Hôtel Lux*, Vaksberg faisait un portrait peu élogieux du dirigeant bulgare et citait un témoignage du dirigeant de l’Internationale Kuusinen affirmant : *“Dimitrov ne s’intéressait qu’aux beuveries et aux jupons”* (p. 65). Alcoolique hier en cas de besoin et plus du tout lorsque le besoin change. C’est une méthode typiquement journalistique ou politicienne...

Parfois, on tombe d’ailleurs au niveau du journalisme people. Vaksberg évoque ainsi la mort de la fille du secrétaire général du Parti communiste bulgare, Lioudmila Jivkova, fort critique, dit-il, à l’égard du régime. Peut-être sa mort est-

elle effectivement suspecte. Mais on se demande dans quel type de roman policier on patauge quand on lit : *“Plus tard, sa femme de chambre affirma que la turquoise de sa chevalière, dont Lioudmila ne se séparait jamais, avait blanchi peu de temps avant sa mort. Les propriétés de cette pierre sont légendaires ; elle pâlit lorsque son propriétaire ingurgite du poison. Cette aptitude à prédire la mort par empoisonnement est décrite dans le poème d’Orphée Les Pierres. Selon certains témoignages (?), Lioudmila avait remarqué la pâleur croissante de sa chevalière, mais son fatalisme l’avait empêché de prendre des précautions”* (p. 165). Une femme de chambre et Orphée réunis dans la preuve du meurtre... quel juge prendrait cela au sérieux malgré les *“certains témoignages”* laissés dans le plus parfait anonymat et la plus totale obscurité ?

Le journalisme people permet tout. Ainsi Vaksberg évoque-t-il avec le plus grand sérieux *“l’impuissance dont souffraient les plus hauts dirigeants du parti”* (p. 37), et dont il nous épargne les preuves ou les témoignages ; il affirme ensuite que Beria *“avait plusieurs centaines de maîtresses”* (p. 80)... Certes, l’exception confirme la règle, mais quand même !

On est là au niveau de *Gala*, *VSD* ou autres publications du même tonneau, certainement pas à celui de *La Revue russe*.

Avec mes sentiments les meilleurs.

Jean-Jacques Marie

Petite falsification...

LE *Nouvel Observateur*, ayant publié des extraits d’un livre de Bernard-Henri Lévy sur la gauche, a suscité des réactions de lecteurs que le responsable de la chronique “Correspondance” de cet hebdomadaire commente dans le numéro du 25 octobre.

Un lecteur reprenant la phrase de Jean-Pierre Chevènement qualifiant Bernard-Henri Lévy de *“millionnaire déguisé en philosophe”*, le journaliste du *Nouvel Observateur* s’insurge et écrit : *“Mais depuis Engels, bien des gens de gauche furent riches. Est-ce pourtant un défaut ?”* (p. 46).

Laissons de côté la comparaison entre la "richesse" d'Engels, nommé par son père directeur de son usine de Manchester, et celle de l'homme d'affaires milliardaire, soutien et conseiller de Ségolène Royal lors de la dernière élection présidentielle. La comparaison politique, en revanche, relève, elle, de la falsification : Engels est un constructeur du mouvement ouvrier visant à rassembler et organiser ceux qui vendent leur force de travail contre ceux qui la leur achètent au prix le plus bas possible et à les rassembler et organiser pour instaurer la propriété collective des moyens de production, donc l'abolition de la pro-

priété privée. C'est nettement affirmé dès le *Manifeste du Parti communiste* de janvier 1848. Or le conseiller-soutien de M^{me} Royal est tout aussi nettement partisan de la propriété privée, partisan de l'Union européenne, qui en est le défenseur acharné au point d'interdire toute nationalisation, partisan de la guerre en Irak déclenchée par Bush, etc. Sans parler même de la différence béante de stature intellectuelle, il n'y a rien de commun entre les deux hommes.

Les rassembler sous le vocable de "gauche" est une escroquerie grossière, qui vise à effacer les frontières du mouvement ouvrier.

Le Monde
Jeudi 8 novembre 2007
Récit
21

1917

3/3 La révolution bolchevique

A peine parvenus aux commandes, les dirigeants bolcheviks se retournent contre ceux qui leur ont permis d'accéder au pouvoir. Une incroyable violence ensanglante la Russie

JAN KRAUZE

Seul, le Parti bolchevik aurait été bien incapable de s'emparer du pouvoir. Les soviets, qui minaient l'autorité du gouvernement provisoire, les soldats mutins et les ouvriers de Petrograd, les déserteurs, les paysans qui s'étaient d'eux-mêmes appropriés les terres, et même la petite bourgeoisie des intellectuels d'où venaient la plupart des militants révolutionnaires, avaient tous, à leur manière, sapé le régime « démocratique » né de la révolution de Février. C'est précisément contre toutes ces catégories sociales que les bolcheviks, à peine parvenus aux commandes, se sont retournés avec une brutalité inouïe.

La liquidation de l'opposition proprement politique, de ceux qui croyaient encore aux principes du « tout le pouvoir aux soviets », fut aussi facile que rapidement expédiée. Dès le 8 novembre, lendemain du coup d'État, tous les principaux journaux non bolcheviks de Petrograd sont fermés. Les élections à l'Assemblée constituante, organisées en novembre et décembre 1917, montrent que le parti de Lénine est très minoritaire dans le pays : l'Assemblée elle-même, ouverte pour la forme en janvier 1918, est immédiatement dissoute. Trois jours plus tard, une manifestation de protestation est dispersée à la mitrailleuse, au prix d'une dizaine de morts : c'est la première fois depuis l'effondrement du tsarisme qu'on tire sur une foule désarmée.

Des anciens partisans révolutionnaires, seuls les socialistes révolutionnaires dits de gauche sont associés pendant quelques mois au pouvoir, mais pour la forme. En février 1918, l'un d'entre eux, commissaire à la justice, choqué par un décret de Lénine appelant à « exécuter sur-le-champ tous les profiteurs, hooligans et contre-révolutionnaires »...

« Tout est permis »



Famine et massacres se répandent dans les campagnes. Région de la Volga, 1920-1921

nes Poutilov se rassemblent pour dénoncer « la dictature du comité central et de la Tcheka ». L'usine est prise d'assaut, 200 ouvriers sont passés par les armes. Dans le Sud, à Astrakhan, un régiment d'infanterie refuse de tirer sur une manifestation ouvrière : la Tcheka se déchaîne et noie entre 2 000 et 4 000 ouvriers et soldats déobéissants.

Au début de 1920, on lit dans la *Pravda* que « la meilleure place pour un gréviste, ce moustaque jaune et nuisible, est le camp de concentration ». Lénine est plus radical, qui exige « des exécutions massives » pour briser une grève de cheminots. La militarisation de l'économie, cheval de bataille de Trotski, rend toute grève assimilable à une trahison. On en arrive à des extrémités à peine imaginables, comme l'exécution d'otages – des ouvriers – si les quotas de production fixés à l'usine n'ont pas été remplis.

La pratique de la prise d'otages est l'une des constantes de cette période révolutionnaire. On prend des milliers d'otages, dans les familles des grévistes, celles des déserteurs ou simplement parmi les classes sociales considérées comme nuisibles. Les journaux de la Tcheka, la commission extraordinaire chargée de la répression sous les ordres de Dzerjinski, publient avec satisfaction des statistiques sur le nombre d'otages fusillés ou pendus – 40 ici, 150 là...

Nulle part pourtant les massacres n'atteignent des proportions aussi importantes qu'à la campagne. Dès 1916, et au moins jusqu'en 1922, la pratique généralisée des réquisitions de récoltes – les exigences dépassant parfois la production – suscité des centaines de révoltes. Elles sont réduites par tous les moyens – tortures, exécutions, villages brûlés, voire gazés – et surtout par la famine, une famine si extrême qu'elle conduisit, notamment dans la région de la Volga, à l'apparition, à assez grande échelle, du cannibalisme – des désespérés en venant à manger leurs propres enfants.

C'est l'effondrement de ces révoltes paysannes, et de celles des Cosaques, considérés comme une classe à liquider, qui explique dans une large mesure la très rapide progression des armées blanches en Russie méridionale et en Ukraine, en 1919, en dépit de la très forte supériorité numérique de l'Armée rouge. Mais les Blancs pratiquent eux aussi la terreur et les prises

drée par les chefs révolutionnaires ». C'est cette haine qu'encouragent à leur profit les bolcheviks. A en croire Dzerjinski, ils « ne sont là que pour canaliser et diriger le désir légitime de vengeance des opprimés ».

Sauf que dans la réalité, bien sûr, il s'agit de protéger une dictature, et que cette manière de « canaliser » la haine donne lieu aux dérives les plus ignobles. La Tcheka compte rapidement beaucoup plus de criminels pervers que de révolutionnaires infébrés. Ils torturent, ils violent, arrêtent de manière arbitraire, transforment leurs locaux en « immenses bordels où ils amènent les bourgeois », se livrent à des tueries de masse, « brève de violence et de sang », pour reprendre les termes utilisés à l'époque par des inspecteurs du parti. Après tout, pourquoi pas, puisque, comme l'écrit le *Glavine rouge*, journal de la Tcheka de Kiev, « pour nous, tout est permis ».

Le « travail » de la Tcheka prend des proportions telles que ses chefs sont rapidement surmenés. Dès octobre 1918, Dzerjinski est discrètement envoyé se reposer en santé dans la paisible Suisse. Là est d'ailleurs un trait peu connu de ces tout premiers temps du régime : ses élites adoptent très vite un mode de vie qui n'a strictement rien à voir avec celui des « masses », en proie à la plus noire misère. Lénine, Staline et Trotski, entre autres, ont leurs propres domaines, avec suite de domestiques attente. Trotski s'est réservé celui du prince Lousouppov. Dans le fameux train blindé dans lequel, pendant la guerre civile, il parcourt la Russie pour ranimer le moral des troupes, il dispose d'un aménagement raffiné et d'une cuisine de premier choix.

Petrograd, Zinoviev traîne partout derrière lui des ribambelles de prostituées.

« Seuls les commissaires se la coulent douce par les temps qui courent », écrit Maxime Gorki à sa femme en 1919. Ils voient tout ce qu'ils peuvent à seule fin de payer leurs courtisanes et leurs luxes fort peu socialistes. Plus humblement, les ouvriers d'une usine de Perm demandent, dans une résolution, que « les vestons et casquettes de cuir des commissaires servent à faire des souliers aux ouvriers ». ... Ces années voient proliférer une très vaste classe de bureaucrates,

Pour Marc Ferro, la bureaucratie... c'est "l'émergence des milieux populaires"

DANS le quatre-pages de *L'Humanité* qui pose la question "Que reste-t-il de la révolution d'Octobre ?" (7 novembre 1917) en se gardant d'y apporter la moindre réponse, on trouve une question à laquelle l'un des trois invités, Marc Ferro, apporte une réponse.

La question est la suivante : "Trotsky qualifiait le système stalinien de contre-révolution. Qu'en pensez-vous ?"

Marc Ferro : "Cette idée de contre-révolution n'a pas de sens, car on assiste en vérité à l'émergence des milieux populaires qui installent dans la société leur vision du monde. Un paysan n'est pas pour le mariage libre dans aucun pays du monde. Il n'est pas non plus pour l'art d'avant-garde. Il n'y a donc pas eu de réaction ou de régression, mais un changement qui n'est pas spécialement lié à la personne de Staline, mais à la montée populaire. Staline accompagne et soutient cette montée populaire dans la mesure où elle lui permet d'entretenir l'émulation, de s'appuyer

sur elle et d'organiser un turn-over des cadres de l'appareil."

Si l'on comprend bien, l'interdiction de l'avortement (juin 1936), l'inégalité sociale croissante, la collectivisation forcée, la loi d'août 1932 dite des "cinq épis", qui condamne à mort quiconque est convaincu même d'un tout petit larcin au détriment de la propriété d'Etat ou koklhozienne, les brutales mesures anti-ouvrières (la prison ou le goulag pour trois retards de vingt minutes au travail)... tout cela reflète une "montée populaire" ! Le peuple serait bien masochiste.

Dans son *Histoire de la révolution russe*, dans le deuxième tome consacré à octobre 1917, Marc Ferro consacrait un chapitre à "L'Etat : des soviets à la bureaucratie" (pp. 291 à 337) installée dès l'hiver 1917.

Si l'on comprend bien l'évolution de la pensée de Marc Ferro, en octobre 1917 se formait une bureaucratie, mais la "montée populaire" sous Staline a balayé cette bureaucratie naissante.

“Trotskyisme légal” ?

House of Romanov again raps prosecutor general’s refusal to rehabilitate Tsar

MOSCOW. Nov 7 (agence Interfax) — The refusal of the Russian Prosecutor General’s Office to acknowledge family members of Tsar Nicholas II of Russia as victims of political repressions is an example of “*legal Trotskyism*” and is unjustified, German Lukyanov, a lawyer for the House of Romanov, has said.

“This decision is political, and it is not based on the law. A conclusion of the Russian Prosecutor General’s Office forwarded to the Supreme Court does not refer to legal provisions”, Lukyanov told a news conference in Moscow on Wednesday.

“A legal case comes to the political sphere when a law enforcement agency makes a decision with no references to certain laws”, Lukyanov said.

The Russian Supreme Court “*will find itself in a peculiar situation*” on November 8 when it hears the issue concerning the rehabilitation of the Tsar’s family, the lawyer said. *“How can it defend a position of a state agency which has no evidence ?”* he said.

If the Supreme Court grants the motion of the Russian Prosecutor General’s Office, representatives of the Russian Imperial House are going to appeal at the Supreme Court presidium. It is possible that the Russian Imperial House will go to the international law. At the same time, head of the Russian Imperial House’s chancellery Alexander Zakatov expressed hope that *“justice will be restored in motherland’s courts”*.



“En octobre 1917, Lénine promet le pain, la terre et la liberté. Le bolchevisme apportera la famine, la servitude et la guerre” (Le Figaro Magazine, 13 octobre 2007).